

# Une unité mise au défi de la globalisation

NOTRE PERCEPTION de la réalité chinoise est contradictoire.

Tirant parti de la fin d'un monde idéologiquement bipolaire et d'une globalisation économique accélérée, la Chine nous apparaît aujourd'hui comme la première puissance émergente en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Elle retrouve une place prédominante en Asie et entend damer le pion au Japon dans la région. Elle s'est également donnée pour but avoué de relever le défi américain dans un face-à-face dramatisé entre les deux rives de l'océan Pacifique.

La Chine fonde sa puissance sur l'essor extraordinaire de son économie et son intégration rapide au marché mondial : elle avait le 4<sup>e</sup> produit intérieur brut dans le monde, avec 5,9 % du PIB mondial en 2007 ; et elle est devenue l'une des principales destinations pour les investissements directs étrangers avec, malgré la crise mondiale, près de 92,4 milliards de dollars en 2008.

Pour autant, les analystes ne cessent depuis trente ans de prédire la fin de la Chine communiste, sa ruine bancaire et industrielle, son chaos social et son éclatement territorial [CHANG, 2001]. L'« Empire du milieu » devrait éclater du fait d'un régime communiste qui, tout en restant politiquement autoritaire, s'est lancé dans des réformes économiquement libérales, et qui voit les régionalismes s'exacerber avec les croissantes inégalités du développement, ainsi que se réactiver les revendications autonomistes des périphéries du pays. La crise mondiale actuelle devrait lui donner un coup fatal.

D'autant plus grave serait la crise qu'elle trouverait ses racines dans la civilisation chinoise. Alors que les années 1980 avaient été un temps riche de réflexions, et que les réformateurs au pouvoir et une large partie de l'élite intellectuelle espéraient alors voir prédominer la civilisation bleue, ouverte et moderne du Yangzi suivant la métaphore développée par la série télévisée *Élégie pour un fleuve*, il semblerait que ce soit finalement celle du fleuve Jaune qui l'emporte. Un despotisme politique hérité des origines les plus lointaines de l'Empire et le conservatisme social, hiérarchique et familial d'un confucianisme aujourd'hui réhabilité, profiteraient désormais aux structures actuelles d'autorité dans la Chine communiste. Aggravées d'une réticence traditionnelle à l'innovation, ces raisons placeraient la Chine dans une phase de déclin historique inéluctable sur le long terme [JENNER, 1992].

Pourtant, ces « valeurs asiatiques » ne sont-elles pas justement autant de raisons invoquées à la croissance spectaculaire de l'Asie orientale par les Chinois de Singapour et de la Malaisie ? Le « miracle » asiatique ne tiendrait-il pas au communautarisme, à un attachement culturel à la hiérarchie et au travail, contre l'individualisme et l'hédonisme de l'Occident décadent [MARGOLIN, 1997] ?

Puissance émergente pour le monde et empire qui se désagrègerait en interne, la Chine ne peut que nous déconcerter, ou nous inquiéter. Mais ces interprétations semblent intellectuellement partielles et elles ne sont parfois avancées qu'en fonction d'une stratégie discursive soit niant catégoriquement soit légitimant avec superbe ce « retour » en force de la Chine et, avec elle, de l'Asie. En fait, la Chine pourrait être également analysée dans les faiblesses et les vacuités de son renouveau de puissance, comme dans le maintien voire le paradoxal renforcement de son unité politique et territoriale.

Les défis posés à la Chine par ses populations et son territoire ne sont pas nouveaux, mais ils sont fortement renouvelés et aggravés par l'ampleur du développement économique qu'elle connaît depuis la fin des années 1970.

Le nombre et l'immensité de la Chine, dans les domaines aussi bien démographique, économique que géographique, peuvent être des obstacles à la connaissance, nous empêchant de saisir la vérité chinoise au profit d'une vision hypertrophiée et illusoire de sa réalité. Les chiffres nationaux souvent fabuleux, et surexploités, doivent toujours être rapportés à l'échelle de ce pays-continent et les moyennes disent finalement peu. Que peut signifier une moyenne nationale de 138 hab./km<sup>2</sup>, quand celle de la province du Jiangsu est de 743 hab./km<sup>2</sup> et que, sur plus de la moitié occidentale du territoire chinois, elle est de 26 hab./km<sup>2</sup> – et même de 4 hab./km<sup>2</sup> pour l'ensemble tibétain ? Que peut vouloir dire un produit intérieur brut de 27 562 milliards de yuans devant les écarts grandissants et la diversité des développements économiques entre les régions ? Le PIB (produit intérieur brut) était par habitant de 65 602 yuans à Shanghai et de 7 288 yuans dans la province du Guizhou en 2007.

Mais les dimensions chinoises, étrangères à celles des pays européens – une province chinoise correspond en moyenne à la superficie du Royaume-Uni –, font-elles dès lors que des problèmes qui nous sont familiers sont seulement tenus, en Chine, pour quantitativement démultipliés et appelant des solutions d'échelle équivalente ? Ou bien le nombre et l'immensité ne sont-ils pas plutôt sources de questions de nature différente, demandant des réponses qui se distinguent également de ce que nous avons connu ou connaissons dans nos pays ? La Chine est en cela contrainte de trouver des solutions qui lui sont propres, et qui la rapprochent des grands pays émergents comme l'Inde ou le Brésil.

La superficie du pays suppose de très grandes distances à parcourir et à maîtriser par des moyens modernes de transport. Les trente premières années du régime communiste ont été un temps fort de construction d'infrastructures, notamment ferroviaires. La Chine favorise actuellement la route et les liaisons aériennes.

Pour autant, le cloisonnement topographique aidant, le pays reste un monde morcelé où les localismes se nourrissent d'histoires régionales et de cultures nettement singularisées, que l'idéologie autarcique de la période maoïste a paradoxa-

lement confortées, et s'inscrivent dans des logiques administratives et protectionnistes souvent difficiles à contrecarrer par le pouvoir central.

Les relations centre-périphérie sont ici un défi permanent posé à l'État chinois et semblent entraver sa modernisation. Mais, là aussi, la gestion des liens entre les différentes instances territoriales de la Chine et leur évolution actuelle sont peut-être moins des causes de dislocation que la prolongation d'une construction amorcée dès la fin de l'Empire d'un modèle original d'État moderne, qui s'écarterait des fédéralismes indien, brésilien ou russe, sans pouvoir évidemment être – fût-elle souhaitée – la stricte reproduction d'un État-nation jacobin [KUHN, 1999].

En cela, une relation est à établir entre les transformations du modèle politico-territorial de la Chine et la globalisation.

La notion d'« ouverture » (*kaifang*), devenue mot d'ordre dans la Chine d'aujourd'hui, est évidemment liée à l'histoire moderne du pays. Elle rappelle l'ouverture, après les guerres de l'Opium (1839-1842 et 1858-1860), qui a été forcée par les canonnières et les navires marchands des Occidentaux, puis des Japonais, ainsi que le dépeçage du territoire chinois qui s'en est suivi, avec les concessions internationales, les ports ouverts, les zones d'influence que se sont attribués les puissances de l'époque. En écho comme en opposition, l'ouverture actuelle depuis 1978 se veut une nouvelle intégration, mais désormais souhaitée, contrôlée et orientée par les autorités chinoises, au système politique et économique mondial.

Toutefois, il faut apprécier l'impact de la globalisation sur les conceptions et les mutations internes du territoire chinois. Un discours manichéen ne pourrait en rendre compte. La Chine elle-même revendique et instrumentalise aujourd'hui la modernisation de ses villes et de son économie pendant la période moderne (de 1839 à 1949 sur le Continent), afin de montrer que la Chine et les Chinois peuvent aussi avoir une vocation à la modernité et à la puissance dans le monde contemporain.

Il nous faut donc comprendre comment la Chine actuelle n'est plus dans ses territoires celle des Qing (1644-1911), combien le passage d'un empire autocentré à celui d'un État-nation a enrichi et renouvelé les modèles territoriaux depuis plus d'un siècle.

La formation moderne de l'État chinois doit faire face à une phase de transition économique et sociale qui la rapproche des anciens pays socialistes de l'Europe centrale et orientale. Non que le mur de Berlin soit tombé pour la Chine – alors même que les premiers mouvements contestataires de 1989 avaient justement débuté dans les villes chinoises et atteint leur premier point culminant lors de la visite de Mikhaïl Gorbatchev à Pékin –, mais la Chine et les anciens pays de l'Est sont également engagés dans des logiques de transition vers une économie de marché et la recomposition d'un tissu social privilégiant le privé sur le collectif.

Significativement, concernant ces pays, les thèses s'affrontent sur les profits ou les désavantages que portent en eux les héritages postsoviétiques pour le développement actuel [MAUREL, 2004]. Ces questions se posent en Chine, même si le régime communiste est resté en place et s'il a préféré assumer lui-même une phase de transition économique pour explicitement éviter de perdre le pouvoir, comme l'indique Deng Xiaoping en 1992.

Plus encore, la Chine et la Russie sont similaires par leur immensité, leur héritage d'un modèle impérial, la restructuration de leur tissu productif et social, leur poids respectif en Asie du Nord et en Europe orientale, ainsi que par leur aspiration à devenir des puissances d'un monde multipolarisé.

Une autre évolution d'importance tient enfin à l'urbanisation en cours. La Chine va devenir un pays majoritairement urbain au début de la prochaine décennie. Les métropoles de la côte, les grandes villes de l'intérieur, un tissu dense de villes et de bourgs domineront un monde rural dont elles sont déjà à l'origine de l'éclatement.

Le processus de métropolisation observé dans les pays industrialisés il y a vingt ans a touché la Chine dans les années 1990. Les métropoles chinoises sont devenues les vitrines d'un développement qui les posent en têtes de pont des nouvelles articulations spatiales en cours. De nouvelles formes urbaines sont apparues où les réorientations économiques des espaces ruraux littoraux, avec le maintien de fortes densités démographiques, déplacent nos limites théoriques entre l'urbain et le rural. De nouvelles formes régionales intègrent métropoles, petites villes et bourgs, pôles ruraux industrialisés et campagnes [SANJUAN, 1997].

Au sein des espaces urbains se croisent, par ailleurs, en un même moment, des politiques de renouvellement et de requalification du bâti, de rationalité fonctionnelle moderne et d'opérations postmodernes de valorisation des lieux hérités dans la ville. Dans un temps historique très court et avec un prodigieux foisonnement, la ville chinoise est ainsi un lieu d'importation de multiples modèles étrangers comme de création de nouvelles solutions urbaines devant répondre aux spécificités locales.

L'espace urbain, historiquement cloisonné, trouve une nouvelle unité dans les schémas directeurs, le zonage fonctionnel, mais aussi la remise en question des unités de travail (*danwei*) et la création d'espaces publics à l'échelle même de la ville. Les lieux publics de sociabilité (places publiques, rues piétonnières, *malls*) qui se multiplient aujourd'hui indiquent l'émergence de nouvelles pratiques de la ville et d'identités urbaines où l'aménagement d'une sphère publique intégrant les résidents en tant que citoyens est organisé par les gouvernements locaux.

Une culture urbaine renouvelée, en lien avec une évolution sociale privilégiant le marché sur le planifié, le privé sur le collectif, voire l'individu sur le groupe, se dessine en Chine.

## Un territoire profondément transformé sur le long terme

Au total, les transformations de la Chine, qui avaient été décisives dans les années 1920 à une échelle nationale par l'émergence de grandes métropoles littorales, structurantes dans les années 1950 par la mise en place d'un nouveau système économique et social, puis renouvelées et surtout brutalement accélérées par les réformes denguistes depuis 1978 dans un contexte de globalisation, ont donc

rendu largement obsolète la perception du territoire chinois que nous avons héritée des voyageurs, géographes ou sinologues de l'époque moderne. Des tendances lourdes sont apparues, qui rompent définitivement avec les réalités anciennes.

Ces mutations en profondeur du territoire chinois peuvent se décliner en trois champs principaux : la formation d'un État-nation, son intégration au système-monde, et l'urbanisation chinoise porteuse de modernisation économique et sociale.

## La formation d'un État-nation

La Chine est l'un des rares pays dans le monde, avec l'Allemagne, le Japon et la Russie, à être passé d'une structure impériale – déjà différente dans ses formes de ces autres empires – à la formation moderne et contemporaine, même si elle reste inachevée, d'un État-nation lui correspondant. Par ailleurs, l'intégration tant politique qu'économique de la Chine à un espace d'échelle mondiale à laquelle l'avaient contrainte les agressions étrangères a été reprise à leur propre compte par Deng Xiaoping et le pouvoir actuel. Elle a abouti à la reconnaissance de l'État-nation relevant de Pékin par les autres États du monde et les organisations internationales, dont le moment décisif a été l'entrée de la République populaire à l'ONU (Organisation des nations unies) en 1971 et la dernière étape son intégration à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en novembre 2001.

Au-delà du maintien des principaux découpages administratifs (provinces, districts), qui inscrivent le territoire dans la longue durée, dans quelle mesure les actuelles solutions trouvées aux questions permanentes du territoire chinois (immensité, cloisonnement, hétérogénéité, localisme) sont-elles dès lors différentes de celles de l'Empire ? Les thèmes de l'unité et de la dislocation possible du continent chinois, renforcé souvent par l'argument superficiel de la fin d'un monde idéologique – nouvel avatar des cycles dynastiques –, relie singulièrement la Chine de la fin du XIX<sup>e</sup> à celle du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Repérer les continuités du dispositif chinois sur plus d'un siècle ne peut ainsi que nous aider à en éclairer les évolutions et les vraies ruptures.

## L'intégration au système-monde

Une respiration historique qui ferait évoluer la Chine entre tension et distension étatiques [CHEVRIER, 1996] doit également être évaluée dans le cadre d'un territoire désormais borné, inscrit dans un développement régionalement inégal et sans cesse plus extraverti. La globalisation, ou plutôt son instrumentalisation par les actuels réformateurs chinois, ne donne-t-elle pas une nouvelle dimension à la distension étatique lancée par Deng Xiaoping ? On peut penser d'ailleurs que les contraintes dues à l'entrée de la Chine à l'OMC sont telles que l'État chinois ne puisse plus se « retendre » – à moins d'un bouleversement politique majeur... et tragique.

La principale transformation de la Chine moderne et contemporaine tient justement dans cette extraversion radicale. Celle-ci s'inscrit sur le long terme, même

si elle a été occasionnellement entravée par les Qing – avec Canton pour seul port ouvert entre 1757 et 1842 –, puis par la Chine communiste de sa rupture avec l'URSS en 1960 au lancement des réformes denguistes de 1978, et si l'intégration au système mondial fut forcée dans la période moderne ou toujours étroitement surveillée par les pouvoirs impérial et communiste.

Ici, l'économique joue un rôle prépondérant et renverse les critères traditionnels de hiérarchisation du monde par les Chinois, fondés sur le culturel et le politique.

## L'urbanisation accélérée

Si l'urbanisation rapide de la Chine actuelle en fera très bientôt un pays majoritairement urbain, les villes l'emportent déjà visiblement sur le monde paysan, et elles accroissent rapidement leur dominance – ou pouvoir de commandement sur leurs territoires périphériques – dans une logique de rationalisation et de réorganisation de l'espace national. Le rayon d'influence des métropoles chinoises s'est considérablement allongé avec les flux transnationaux et l'articulation des territoires à des échelles grand régionales et mondiales. La métropolisation se traduit aussi en Chine par un rayonnement urbain qui ne se réduit plus seulement à des cercles de contiguïté concentrique, mais prend souvent la forme de réseaux discontinus, ponctuels et polycentriques [SANJUAN, 2001].

Les principaux enjeux posés à la société chinoise se concentrent ainsi dans les villes depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Si la stratégie maoïste de prise de pouvoir a été de contourner les pôles urbains et de s'appuyer sur le monde paysan, elle a *de facto* triomphé dans les villes. Ces dernières ont alors accru leur force traditionnelle de représentation symbolique de l'État central non seulement avec la mise en place du système socialiste mais surtout avec la volonté des dirigeants chinois de poursuivre la formation d'un État moderne. Aujourd'hui, si le strict système communiste semble avoir perdu sa légitimité, la construction étatique par les villes est, elle, plus que jamais d'actualité.

## Les ambivalences du développement chinois

Le cas chinois nous amène donc à bousculer nos catégories de pensée, comme il bouscule les équilibres de notre monde toujours plus interdépendant.

Les contradictions du développement chinois se déclinent constamment par des couples d'opposés dont les termes sont eux-mêmes à reconsidérer : immensité géographique et échelle locale, tradition impériale et modernité politique, intérieur et extérieur, fermeture et ouverture, centre-périphérie et parités territoriales, grandes métropoles et masses rurales, socialisme et marché, public et privé...

Au-delà d'une seule question culturelle, la Chine nous pose celle d'un « monde » dont les distances, la masse démographique, les différences dans les cultures locales, la diversité des structures sociales et des développements locaux en font un territoire atypique. Des logiques spatiales très variées, issues d'une longue sédimentation historique, sont à l'œuvre et s'interpénètrent ici.

## Connaître la Chine par ses territoires

L'accélération actuelle de la globalisation, les solidarités nouvelles et les nécessaires standardisations qu'elle entraîne ne doivent pas nous faire négliger les trajectoires historiques et culturelles depuis lesquelles s'intègrent les différents pôles mondiaux [CHEVRIER, 2008]. Or les principaux modes de la mondialisation chinoise sont intimement liés à la conception qu'a la Chine d'elle-même. En cela, les études historiques et politiques sont un point d'ancrage essentiel, que l'histoire même de la sinologie et de l'orientalisme a renforcé.

Si nous considérons le seul champ français de recherche en sciences humaines et sociales sur la Chine, dans lequel nous entendons resituer ici les recherches géographiques, l'indiscutable prédominance des historiens, tant intellectuelle qu'institutionnelle, dans le cadre des études chinoises ne doit pourtant pas nous empêcher d'aborder autrement le fait chinois et le développement actuel de notre connaissance de la Chine nous y invite fortement. Les études à partir de problématiques disciplinaires précises, héritées de recherches sur d'autres aires culturelles et situées désormais dans des logiques comparatives, se sont multipliées ces quinze dernières années.

La sinologie française n'est plus non plus un champ privé des possibilités de collaboration sur le terrain avec nos collègues chinois comme elle ne le fut que trop longtemps en raison de l'histoire récente de la Chine continentale.

Une meilleure connaissance de la société contemporaine – et de ses bouleversements – vient s'ajouter au dynamisme de l'école française d'études anciennes sur la Chine. Il s'agit d'un ajout bien plus que d'une opposition : les divergences entre les travaux sur des périodes de la Chine avant ou après 1800, voire avant ou après 1949, perdent progressivement de leur pertinence. Les études anciennes s'inscrivent souvent elles-mêmes dans une volonté de définition des structures du monde chinois et de comparaison entre les époques [GERNET, 1972 et 1994].

Aujourd'hui, les études contemporaines prennent toujours plus en compte le temps long et resituent les mutations actuelles dans les héritages de la Chine moderne voire prémoderne. Le travail des historiens consiste bien souvent à faire le bilan des évolutions chinoises au xx<sup>e</sup> siècle, de la fin des Qing à la Chine post-maoïste, et à les prendre en compte pour resituer les faits actuels et les évolutions futures de la Chine sur le moyen terme, au-delà d'une simple analyse conjoncturelle de la période des réformes (pour exemple, les ouvrages déjà anciens de Bergère, Bianco et Domes, 1989 et 1990).

L'explosion démographique et les crises internes qu'elle a entraînées de la fin du xviii<sup>e</sup> siècle à la révolte des Taiping (1850-1864), la gestation d'un État moderne depuis la fin de la dynastie des Qing, la modernisation chinoise au contact des impérialismes occidentaux, les racines intellectuelles et l'ancrage rural de la révolution communiste à l'origine de la Chine moderne et contemporaine sont aujourd'hui les perspectives de fond qui donnent cohérence à des analyses plus fines, détaillées, ou à des prolongements périphériques.

Non que l'arrivée au pouvoir des dirigeants communistes n'ait été une évidente rupture d'importance pour la société et l'économie chinoises, mais les singularités

du socialisme chinois s'éclairent paradoxalement des mutations engagées à la fin des années 1970. Les images de Mao Zedong revisitées par les historiens nous conduisent à reconsidérer le politique dans la Chine contemporaine et elles sont prolongées par des histoires intellectuelles [CHEVRIER, 1993 ; CHEN, 2003]. Les interrogations sur la Chine et sa capacité à renouer un lien avec son passé, et à le valoriser, ne sont pas pour autant négligées [BILLETER, 2000].

La Chine cherche aujourd'hui des solutions sans précédent à des contradictions nouvelles et ces solutions sont à trouver en matières économiques et sociales – la réforme des entreprises d'État en a été l'un des éléments centraux [EYRAUD, 1999] –, dans le domaine de l'aménagement du territoire – le barrage des Trois Gorges, le désenclavement de l'intérieur par l'axe du Yangzi et la politique actuelle de développement de l'Ouest –, et de la réaffirmation de la puissance chinoise en Asie et dans le monde.

La Chine se donne actuellement les moyens d'un très large renouvellement de son espace et de sa société.

## La géographie comme angle d'approche

La géographie offre la perspective d'une connaissance de la Chine par les territoires et les problématiques des géographes depuis Élisée Reclus sont parties constamment – et avec des points de vue variés grâce à un approfondissement scientifique – d'une interrogation sur l'unité et la diversité de la Chine [SANJUAN, 2008].

L'unité du fait territorial chinois ne fait en effet pas de doute, mais elle est problématique. Les structures de pouvoir, les liens territoriaux, les jeux d'échelles, les identités régionales en présence sont autant de questions qui nous incitent à souligner les forces centrifuges et les risques de dislocation de la Chine... et pourtant ce pays n'éclate pas !

Le géographe doit dès lors comprendre non plus seulement la stricte diversité de l'immensité chinoise, mais le pourquoi du maintien de l'unité du territoire national, par-delà les localismes et les extraversion régionales fondées sur des solidarités ethniques transfrontalières en Asie continentale ou l'intégration au système économique mondial des régions côtières.

Les perspectives de recherche qui se dégagent ainsi, renforcées dans un temps d'ouverture continentale et de globalisation, tiennent à la nature des liens territoriaux, à leurs modes de recomposition constante qui permettent ce maintien d'une unité du territoire. Quels sont les schémas territoriaux, politiques, économiques, culturels, à l'œuvre ? Dans quelle mesure ces derniers sont-ils des emprunts au passé, à des expériences étrangères ou des inventions voulant répondre à une situation de contradictions idéologiques sans précédent ? Sont-ils surtout uniformes sur toute la superficie du territoire chinois ? Ou bien est-ce une combinaison de schémas différents d'organisation spatiale qui se concurrencent, se recourent, s'imbriquent suivant les lieux, à laquelle la Chine doit de ne pas éclater ?

Le maintien de dynamiques territoriales héritées de l'Empire, la flexibilité des rapports centre-périphérie, l'aménagement d'autonomies régionales sont autant

de logiques à identifier à l'occasion d'une réflexion sur la Chine dans ses territoires et à détailler par des analyses de cas particuliers.

Une première étape serait de se fonder, à rebours d'une lecture partant de l'unité, sur les facteurs de morcellement du territoire : les régionalismes hérités – confortés par l'immensité géographique et la topographie –, les cloisonnements autarciques déguisés par la centralisation et la planification rigides de la période allant de 1949 à 1978, et les incidences de la décentralisation denguiste et d'un développement d'échelle initialement locale.

Dans les années 1980 en effet, l'essentiel du développement s'est fait jour depuis les villages, les bourgs, les petites villes, que le modèle soit collectif comme dans le delta de la rivière des Perles et le Jiangsu, ou bien familial comme dans le Zhejiang.

Toutefois, s'arrêter au stade du développement micro-local dans un contexte volontariste de limitation administrative de l'exode rural et d'industrialisation légère à vocation largement exportatrice dans les campagnes, pour en apprécier les conséquences sur les disparités régionales de la Chine continentale, serait à l'évidence insuffisant : il nous faut toujours penser le local non pas pour lui-même mais dans sa relation paradoxale à l'unité du territoire national.

Nous devons de surcroît identifier les différents processus en cours qui peuvent renouveler les liens centre-périphérie, et les acteurs qui réinstituent des dynamiques d'intégration territoriale, fussent-elles à des échelles différentes (État, métropoles, zones économiques d'ordre régional, grandes entreprises, circuits de distribution ou de circulation) ou dans un temps second de la période denguiste – les années 1990.

En fait, une lecture de l'espace chinois peut se centrer fondamentalement sur une approche territoriale qui, dans la multiplicité des approches thématiques de la discipline géographique, prend pour fil conducteur une géopolitique interne de la Chine, en ce que cette dernière articule les questions de pouvoir et d'espace. Une telle lecture nous invite alors à l'identification des acteurs territoriaux comme producteurs de liens territoriaux en constant renouvellement, et de leur utilisation proclamée, déguisée ou inconsciente de schémas de structuration spatiale.

## Pouvoirs et dynamiques territoriales

Notre projet présent est de jeter les bases d'une identification systématique de ces logiques territoriales, de leurs origines, de leurs combinaisons et de leurs impacts. Il nous faut identifier la multiplicité des territoires chinois dans leurs statuts, leurs fonctionnements et les liens qu'ils nouent entre eux aux diverses échelles. Une approche géopolitique – externe autant qu'interne – nous est apparue offrir un utile fil conducteur pour donner cohérence à cette démarche. Une interprétation par les pouvoirs territoriaux et leurs dynamiques peut permettre en effet de dégager la perception qu'à la Chine aujourd'hui de sa place en Asie et dans le monde, et d'identifier les reconfigurations régionales et les stratégies territoriales de l'État central devant une modernisation économique et sociale en constante accélération.

Pourquoi la Chine n'éclate-t-elle pas ? Plutôt que de ruptures, nous entendons ainsi rendre compte du maintien de l'unité chinoise, des liens territoriaux renouvelés que celle-ci suppose dans un contexte de transformation rapide, de multiplication des acteurs et d'intégration au système productif mondial. Il nous faut comprendre le comment du retour en puissance, sur le devant de la scène internationale, d'un pays confronté à des disparités qui se creusent entre le littoral et l'intérieur, entre les villes et les campagnes, entre les élites de la Chine des réformes et les populations qu'elles n'arrivent plus, pour une trop large part, à intégrer.

## La Chine à la tête d'un nouveau monde chinois ?

La globalisation, par sa multiplication des flux humains, économiques et d'informations qui lient toujours plus la Chine aux autres pays du monde, active également, avec une nouvelle intensité, l'articulation diasporique chinoise, processus hérité d'une longue histoire remontant à la dynastie des Song (960-1279) mais largement renforcé depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, et dont les principaux foyers d'émigration ont été traditionnellement les provinces méridionales du Guangdong et du Fujian. L'imbrication actuelle entre la Chine et les communautés extracontinentales nous pousse ainsi à penser l'espace chinois non plus dans ses seules contiguités, car elle donne paradoxalement une nouvelle pertinence et une nouvelle échelle à la notion de « monde chinois ».

La globalisation renforce et renouvelle en effet l'unité, suivant un schéma réticulaire, des différentes communautés chinoises dans le monde (Cantonais, Teochiu, Hokkien, Hakka...), qui expriment – chacune suivant son mode propre – l'extraversion chinoise et la puissance montante de la Chine au sein de l'espace mondial. Le monde chinois ne serait plus ainsi un extrême Orient situé en un lieu clos et précis de l'Eurasie, mais un espace humain multipolarisé dont les centres – d'échelles variables : métropoles côtières continentales, petits dragons chinois, acteurs économiques chinois de l'Asie du Sud-Est, *chinatowns* des grandes villes d'Amérique ou d'Europe – s'intégreraient à la trame plus large de l'espace mondial et participeraient de ses restructurations en cours [TROLLIET, 1994 ; MA MUNG, 2000].

Le sino-centrisme n'est pas en effet la seule forme de mondialisation qu'ait connue la Chine. Son décentrage contemporain s'appuie également sur les organisations réticulaires de la diaspora chinoise à l'échelle mondiale et sur le rôle d'interfaces structurants des grandes métropoles littorales du Continent. Ces modes de rayonnement et d'accroche au système-monde sont aujourd'hui d'autant plus importants qu'ils font partie des composantes mêmes de la globalisation.

La fin de la centralité chinoise s'accompagne donc d'une redéfinition de ce qu'est le monde chinois. L'idée de « Chine », aux yeux des dirigeants de Pékin comme des Chinois extracontinentaux, excède le strict territoire de la République populaire de Chine, et la Chine continentale revendique sous sa souveraineté politique tous les « compatriotes » (*tongbao*) de Hong Kong, Macao et Taiwan, ainsi que sous son

autorité ethnique ou culturelle l'ensemble des Chinois d'outre-mer (*huaqiao*) et des populations pouvant se réclamer d'une quelconque identité chinoise dans le monde.

Le monde chinois est dès lors un espace proprement mondial, avec certes un pays de référence, mais aussi un éparpillement démographique dans le temps et l'espace couvrant les cinq continents. Les moyens matériels de communication, de transport et d'échange qui soutiennent la globalisation ne font que renforcer les solidarités de ce monde chinois éclaté.

Le retour de la Chine continentale sur le devant de la scène internationale a eu en outre des conséquences paradoxales sur la diaspora chinoise. Les Chinois à l'étranger, de traîtres à la piété filiale envers leur père et souverain, ont progressivement été perçus comme des fils qui peuvent aider au développement de la Chine, à sa puissance et son rayonnement, depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, avec Sun Yat-sen, puis l'appel patriotique du pouvoir communiste envers les capitalistes chinois d'outre-mer dans les années 1950 et de nouveau lors de l'ouverture des années 1970.

Avec les réformes denguistes, chaque pouvoir local dans les provinces méridionales dispose ainsi de sa propre commission de lien avec les Chinois d'outre-mer afin d'attirer les investissements, les délocalisations voire simplement les dons au pays natal, si bien que nombre d'investisseurs de la diaspora préfèrent s'implanter dans des villages, des bourgs ou des districts autres que leur pays natal et échapper ainsi à une exigence d'évergétisme commandé par la face (*mianzi*) – et savamment instrumentalisée par les autorités ou les parents du Continent.

Après 1992, toutes les zones de développement en Chine créent des secteurs d'accueil, avec résidences, bureaux et éventuellement des centres de recherche, pour les Chinois de l'extérieur, les « compatriotes », les Chinois d'outre-mer et surtout de plus en plus ceux du Continent qui ont acquis à l'étranger savoir et fortune ces dernières années. L'ouverture est avant tout « sino-chinoise ».

Pékin, en rivalité avec Taipeh, a mené une politique appuyée auprès de la diaspora pour qu'elle aide au développement intérieur du pays non seulement par ses investissements et ses délocalisations industrielles mais aussi par son rôle de relais pour la promotion des productions du Continent et la valorisation de son patrimoine culturel. Les communautés chinoises d'Asie du Sud-Est ou des *chinatowns* des métropoles occidentales ont ainsi été réappropriées et sont instrumentalisées par Pékin. Elles sont aujourd'hui courtisées et infiltrées par les organismes continentaux (ambassades ou consulats, banques continentales, organes de presse, chaînes de télévision...). La République populaire de Chine se pose souvent unilatéralement en défenseur des communautés chinoises à l'étranger, reprenant en cela les termes d'un paternalisme impérial.

Paradoxalement, ces communautés chinoises, largement issues des provinces méridionales de la Chine, dont les liens avec le Continent remontent à plusieurs générations pour certaines, qui ont fui l'arrivée des communistes en Chine ou dans ses pays voisins pour beaucoup, et qui ont gardé plus intactes les valeurs culturelles chinoises que la Chine héritée du maoïsme, profitent en retour de la montée en puissance de la République populaire. Elles retrouvent dans leur référence même à la Chine continentale les moyens d'une revalorisation de leur propre identité chinoise.

Les diasporas chinoises ne sont plus seulement les pouvoirs économiques honnis de bon nombre des pays de l'Asie du Sud-Est, ou les *boat people* rescapés des conflits idéologiques de la péninsule indochinoise. Désormais, elles peuvent revendiquer collectivement, au-delà de leurs segmentations régionales et dialectales, l'appartenance à une plus grande communauté – d'ampleur mondiale –, dont la Chine continentale, Hong Kong et de façon moindre Taiwan sont les têtes de ponts. En cela, les « petits dragons » que sont Hong Kong et Taiwan, et les pouvoirs économiques chinois dans les pays d'Asie du Sud-Est, ont été des pôles exemplaires du nouveau monde chinois : ils offraient tant les moyens d'un développement géo-économique et politique de la Chine que les preuves d'une compatibilité réussie de la culture chinoise avec la modernité économique dès avant l'ouverture continentale.

Le renouvellement actuel d'une mondialisation diasporique chinoise laisse ainsi émerger un monde chinois désormais multipolaire d'échelle mondiale, progressivement articulé par la puissance montante de Pékin, et réunissant, outre le pays de référence, les territoires développés d'Asie comme Hong Kong, Taiwan ou Singapour, les communautés chinoises en Asie du Sud-Est et dans les grandes villes d'Occident.